



Mis en ligne le 19/03/2024
Publié du 19/03/2024 au 19/05/2024

AM_2024_PM_067

POLICE MUNICIPALE

Tél. : 04.93.66.07.17
Fax. : 04.93.66.07.99

ARRETE

**OBJET : AUTORISATION EXCEPTIONNELLE DE CIRCULATION DE POIDS
LOURDS SUR LE CHEMIN DE SAINT-MARC POUR LA LIVRAISON DE
MATERIAUX**

NOUS, Catherine SEGUIN, pour le Maire empêché de la Ville de Peymeinade ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L2122-17 et L2212-1 à L2213-31 ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU les arrêtés municipaux portant limitation de tonnage ;

CONSIDERANT la demande formulée par la société VARESTER sise, 221 Impasse Kipling – 83600 Fréjus ;

CONSIDERANT que pour permettre la livraison de matériaux pour les travaux de l'espace Lebon, il est nécessaire d'autoriser une dérogation de circulation de poids lourds de 19 tonnes maximum sur le Chemin de Saint-Marc ;

CONSIDERANT la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement de tout véhicule sur la voie précitée ;

ARRETONS

ARTICLE 1 :

L'autorisation de circulation sur le Chemin de Saint-Marc, de poids lourds d'un P.T.A.C. de 19 tonnes maximum est accordée à la société VARESTER pour permettre la livraison de matériaux pour les travaux de l'espace Lebon.

ARTICLE 2 :

Celle-ci est accordée du lundi 1^{er} avril au vendredi 31 mai 2024 de 08h00 à 17h00.

ARTICLE 3 :

Les entreprises bénéficiaires de cette autorisation exceptionnelle de circuler resteront responsables des accidents de toute nature et des dégradations ou avaries qui pourraient être occasionnées tant aux tiers qu'au domaine public routier (chaussées, ponts et dépendances). Elles ne pourront à aucun moment mettre en cause la commune, notamment à la suite d'un affaissement de chaussée ou d'un éboulement provoqué par le passage d'un véhicule circulant sous ladite autorisation.

ARTICLE 4 :

Cette autorisation exceptionnelle de circuler a un caractère essentiellement précaire et révocable, et pourra donc être retirée ou suspendue à tout moment si des dégradations trop importantes pour la sauvegarde du domaine public ou trop dangereuses pour la circulation et la sécurité des usagers sont constatées.

ARTICLE 5 :

Le non-respect des dispositions précédemment exposées sera sanctionné selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 :

La Directrice Générale des Services, les Services Techniques, la Police Municipale et la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication électronique sur le site internet de la commune, soit par voie postale au greffe de la juridiction (18 avenue des fleurs CS 61039 – 06050 NICE CEDEX 1), soit par voie électronique sur l'application « Télérecours » accessible sur le site de téléprocédures ouvert aux citoyens : <https://www.telerecours.fr/>. Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prolongeant celui du recours contentieux.

Fait à Peymeinade, le 18 mars 2024

Pour le Maire empêché,
La 1^{ère} Adjointe
Catherine SEGUIN

